

G

ESTION D'UN EPISODE D'AGALACTIE CONTAGIEUSE EN VALLEE D'OSSAU *

Anne Van de Wiele ^[1]

Résumé

En juillet 1993, des élevages ovins ont subitement déclaré l'agalactie contagieuse dans des estives de la vallée d'Ossau, dans les Pyrénées-Atlantiques. Les responsables sanitaires ont été prévenus, les résultats ont été confirmés, tous les troupeaux ont été mis sous surveillance, les mouvements de transhumance ont été contrôlés, et peu à peu, sur 27 troupeaux atteints, 26 ont été abattus. Cet épisode a révélé les problèmes dus à la conduite d'élevage, aux limites techniques, aux outils réglementaires, aux aspects humains, et, bien sûr, aux dépenses supplémentaires.

Mais s'il existe des conséquences négatives sur l'équilibre de la filière suite à l'abattage de 4.500 brebis, il y a aussi des conséquences positives. Le bilan, encore provisoire, est globalement satisfaisant, grâce à l'engagement réciproque des éleveurs concernés et des instances sanitaires responsables.

Toutes les conséquences de cet épisode n'ont pas encore disparu. Il reste des leçons à tirer, et dorénavant, il faut utiliser le plus possible les connaissances acquises pour préparer tout l'environnement agricole à d'éventuels incidents sanitaires.

Summary

In July 1993, sheep flocks suddenly reported contagious agalactiae during summer time in highland grazing pastures, in Ossau valley, département of Pyrénées-Atlantiques. The sanitary authorities were advised, and laboratory tests confirmed the first results. All the flocks were put under surveillance and nomadic movements under control. At the end, 26 flocks out of 27 were destroyed. This outbreak put into light problems related to sheep farming, technical limits, reglementation, human factors and of course to extra costs of money.

But, if negative consequences do exist, with the slaughtering of 4500 ewes, there are also positive consequences. The balance also still partial, is satisfying, with the reciprocal engagement of local farmers and of sanitary authorities.

All the consequences of this outbreak have not yet disappeared. There are still lessons to take, and now, new knowledge must be used as often as possible to prepare all local agricultural people to any possible new sanitary incident.

* Texte de l'exposé présenté le 19 mai 1994

[1] A.D.M.A., 124 boulevard Tourasse, 64078 Pau cedex, France

I - L'ALARME

Le 21 juillet 1993, un mercredi matin, j'ai reçu un appel téléphonique d'un vétérinaire du département, les Pyrénées-Atlantiques (figure 1), pour m'annoncer qu'il partait réaliser des

prélèvements en montagne, dans la vallée d'Ossau (figure 2), pour un groupe d'éleveurs qui se plaignaient d'avoir des mammites dans leur troupeau.

Figure 1 : Les Pyrénées-Atlantiques

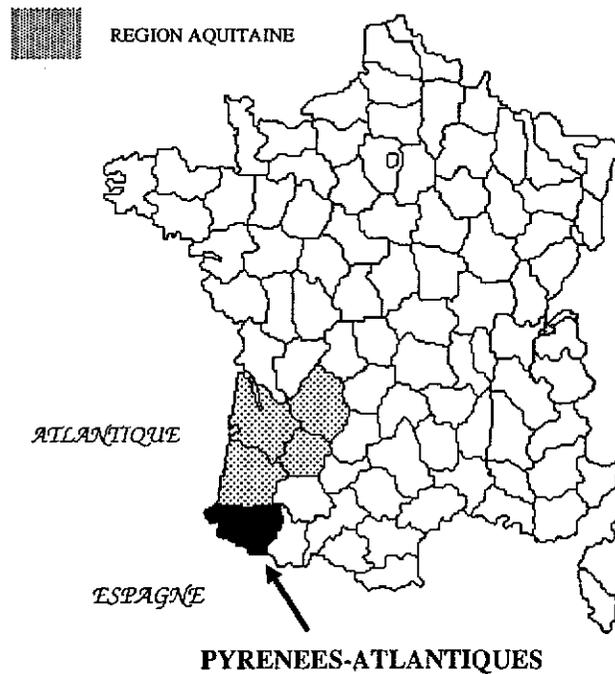
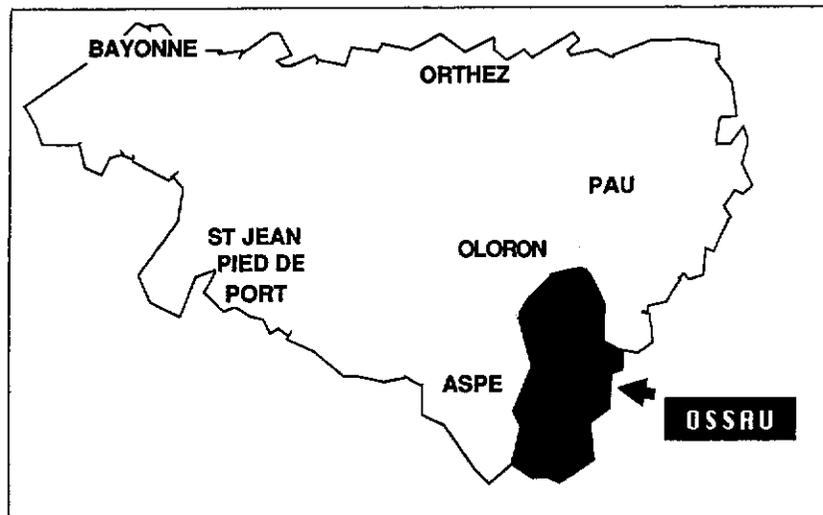


Figure 2 : La Vallée d'Ossau



Un éleveur était passé à son cabinet deux jours plus tôt, il voulait des tubes de prélèvements de lait pour des mammites « curieuses ». Le vétérinaire étant présent, l'avait questionné, pour finir par se dire qu'il était impossible de ne pas rechercher l'agalactie contagieuse, dans ce département où l'on parle beaucoup de cette pathologie dont les mammites sont un des symptômes principaux (même si cette vallée en avait toujours été parfaitement indemne). Et même s'il y avait des hypothèses étiologiques plus plausibles, à savoir qu'il avait neigé dix jours auparavant sur l'estive où étaient les brebis, à 2.000 mètres d'altitude, juste devant le col du Pourtalet.

Nous avons discuté des modalités pratiques, et il est parti réaliser les prélèvements.

Le lendemain, 80 tubes de sang et 40 tubes de lait, correspondant à quatre élevages « suspects », étaient arrivés au laboratoire.

Le surlendemain, les résultats sérologiques m'étaient transmis par le Laboratoire

départemental, à 15 heures : deux élevages étaient largement au-dessus du seuil critique de sérologie, les deux autres étaient en passe de le franchir.

Grande fut ma stupeur. Était-ce vraiment de l'agalactie contagieuse ? Pouvait-on faire confiance aux résultats de laboratoire ? Mais alors, comment expliquer que l'agalactie contagieuse soit arrivée là, au milieu de cette vallée saine ?

En tout cas, la nouvelle était très grave, et il fallait réagir très vite.

Pour rendre la situation encore plus compliquée, l'animateur responsable de l'agalactie contagieuse au sein de l'A.D.M.A. était hospitalisé pour un problème grave, le directeur était en congé ; il fallait prendre les décisions immédiatement, c'est donc moi qui me suis chargée du dossier, alors que ce n'était pas mon rôle habituel.

II - NOS PREMIERES REACTIONS

PREMIERE ETAPE

Prévenir les personnes impliquées, à savoir, d'abord le D.S.V. qui partage avec l'A.D.M.A. la responsabilité de la lutte contre l'agalactie contagieuse dans le département, et puis le vétérinaire qui a fait les prélèvements.

DEUXIEME ETAPE

Faire confirmer les résultats par le laboratoire de référence (C.N.E.V.A.-L.P.P.R.A.), en attendant les résultats des examens bactériologiques qui nécessitent un délai de l'ordre de trois semaines.

Nous nous sommes alors retrouvés ensemble au téléphone, le D.S.V., le responsable technique du laboratoire, le vétérinaire et moi-même, ce vendredi après-midi, et nous avons défini le programme pour les jours à venir :

1. Ne rien annoncer jusqu'au lundi, afin de se laisser le temps de vérifier toutes les informations, et d'éviter ainsi que les rumeurs « galopent » pendant le week-end.
2. Profiter de ce délai pour réunir toutes les informations possibles sur tous les troupeaux qui avaient pu être en contact avec les quatre troupeaux « suspects ».
3. Annoncer la nouvelle le lundi, sauf information contradictoire, et obliger les troupeaux « suspects » à s'isoler des autres, donc, *a priori*, à redescendre dans leur exploitation.
4. Monter voir tous les troupeaux présents sur l'estive le mardi, pour constater les troupeaux présents, vérifier le départ des troupeaux « suspects », réaliser tous les prélèvements nécessaires, et transmettre aux éleveurs les informations sur la maladie, sur les différentes probabilités d'évolution, et sur les modalités de lutte envisageables.

III - L'EVOLUTION IMMEDIATE

Le week-end a été nettement agité sur l'estive, et dès le dimanche, le D.S.V. recevait plusieurs appels téléphoniques :

- . Des gendarmes, suite à une plainte d'un des éleveurs,
- . De la mairie, dont le représentant se trouve être le Conseiller agricole local de la Chambre d'Agriculture car elle avait été interrogée par les gendarmes,
- . Et enfin du Préfet, déjà informé, et responsable hiérarchique du D.S.V.

Comment tous ces gens-là ont-ils été informés ?

La pression pour obtenir les résultats d'analyse était très grande, et outre nous quatre qui étions au courant, le simple fait de réaliser des prélèvements avait mis le feu aux poudres, et laissait libre cours à toutes les rumeurs.

Puis nous avons suivi le programme prévu.

Pendant que le recensement se réalisait, contact a été pris avec les quatre propriétaires des troupeaux « suspects ». Les quatre ont décidé de prendre les mesures pour s'isoler, même si l'un d'entre eux était beaucoup plus réticent. Déjà, il

n'avait accepté les prélèvements que contraint et forcé, ne voulant pas y croire. Déjà, il était désigné par les autres éleveurs comme celui dont le troupeau avait eu les symptômes en premier, depuis déjà quelques semaines, et qui, donc, avait introduit cette pathologie dans le secteur, en la gardant secrète.

Mais pour l'instant, il ne s'agissait que de rumeurs, que l'on essaierait d'élucider ultérieurement.

Puis nous nous sommes rendus sur l'estive. Les troupeaux « suspects » redescendaient par camion. Tous les éleveurs étaient présents. Les vétérinaires praticiens sont partis réaliser les prélèvements sur les troupeaux de la zone définie « de surveillance », pendant que le D.S.V. et moi-même, responsables de la gestion de cet épisode, allions voir les éleveurs, un par un, pour faire le point.

Quelques jours plus tard, les résultats étaient confirmés, et dans les semaines qui suivirent, par le jeu des symptômes, des sérologies et des bactériologies, une surveillance régulière était effectuée sur tous les troupeaux, permettant d'adapter les décisions au fur et à mesure des nouveaux foyers.

IV - LA SITUATION EN MAI 1994

La période d'incubation de cette pathologie étant particulièrement longue (le maximum est aujourd'hui comptabilisé à huit mois), le dernier troupeau malade a été détecté en mai 94. Vingt sept troupeaux ont été déclarés atteints ; 26 éleveurs ont pris la décision d'abattre la totalité de leur troupeau, soit un peu plus de 4.500 brebis.

Donc, si l'on considère, sur le critère de besoin de rapidité de décision, que la crise a diminué à partir de la fin de la saison d'estive, soit vers octobre 1993, l'épizootie a continué, elle, à battre

son plein pendant toute la période de démarrage de la lactation, soit jusqu'en mars 94.

Quelques troupeaux sont encore sous surveillance, et ils ne présentent toujours aucun signe.

Une nouvelle campagne de transhumance a démarré. Les troupeaux encore sous surveillance vont transhumer sur des circuits isolés. Le dépistage du printemps prochain nous confirmera si les estives sont à nouveau saines, dans l'hypothèse où il n'y aurait pas de nouveau foyer entre temps.

V - LES PROBLEMES RENCONTRES ET LEURS SOLUTIONS

Il est possible de les classer en six catégories.

□ LES PROBLEMES INTRINSEQUES

Ce sont ceux qui sont liés aux contraintes habituelles de l'élevage ovin dans notre région, à savoir :

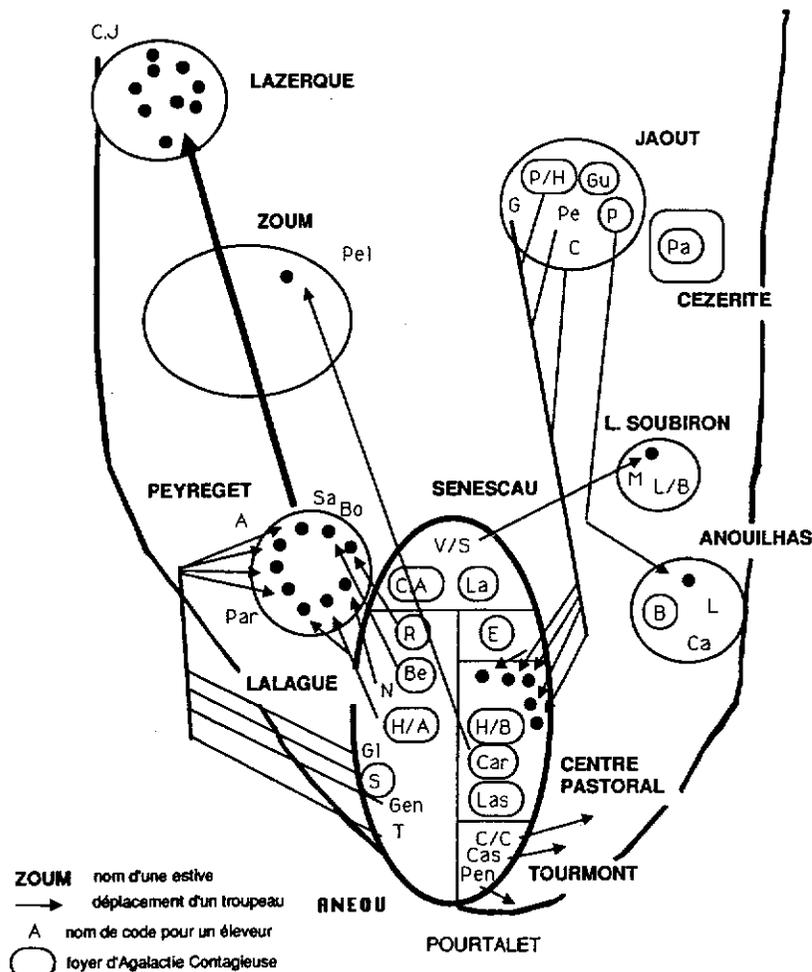
○ LA COMPLEXITE DES PARCOURS DE TRANSHUMANCE

Les structures d'exploitation sont très petites. Elles impliquent alors une forte dépendance vis-à-vis des réserves fourragères de la montagne, disponibles uniquement par le biais de la

transhumance. Or, pour pouvoir profiter au mieux des différentes ressources fourragères, certaines altitudes n'étant praticables que quelques semaines par an, les troupeaux peuvent être amenés à effectuer des parcours complexes, transitant régulièrement d'une estive à l'autre.

On observe de nombreux mouvements de troupeaux, et, par là même, un brassage important de brebis, de nombreux mélanges de troupeaux variables au fil du temps, donc de nombreuses possibilités de circulation des germes, entraînant une aggravation rapide de l'épizootie (cf. figure 3).

Figure 3 : Carte de la Vallée d'Ossau
Estives concernées par l'épizootie d'Agalactie Contagieuse, et déplacements de troupeaux



Il est extrêmement difficile de modifier les parcours de chaque troupeau, héritages de siècles de tradition. Seuls les troupeaux déclarés atteints sont clairement interdits de transhumance, moyennant compensation financière.

○ LE RENOUVELLEMENT DES CHEPTELS

Nous représentons un petit bassin de production, avec donc, des possibilités de renouvellement de cheptel après abattage total relativement limitées.

La filière s'est organisée pour pouvoir être sûre de disposer de toutes les réserves existantes de brebis, et des témoignages de solidarité se sont créés spontanément entre éleveurs, qui ont mutualisé une partie de leur renouvellement, à des tarifs privilégiés.

□ LES PROBLÈMES D'ORDRE TECHNIQUE OU SCIENTIFIQUE

○ LES OUTILS DE LABORATOIRE

- . La fiabilité des analyses
- . Le délai de résultat pour les examens bactériologiques : il faut compter trois semaines ; en période d'épizootie, c'est très long.

Les équipes des laboratoires du C.N.E.V.A. qui ont développé ces techniques sont informées et oeuvrent régulièrement à l'amélioration de ces techniques, dans le cadre d'une coordination nationale de recherche.

Dans le cadre de cette épizootie, toutes les analyses ont été confirmées respectivement par le C.N.E.V.A.-L.P.P.R.A. pour la sérologie, et le C.N.E.V.A.-L.P.B. pour la bactériologie. Même dans les formes les plus surprenantes, les examens bactériologiques ont confirmé la présence de *Mycoplasma agalactiae*.

○ LES LIMITES DES CONNAISSANCES

De nombreux paramètres sont encore inconnus sur le comportement de cette maladie, ses modalités de transmission, son évolution à long terme, ...

Nous en avons profité pour conduire des synthèses à partir de données déjà récoltées pour d'autres desseins. Un programme

ambitieux de reproduction expérimentale de la maladie, dans lequel l'A.D.M.A. a beaucoup investi, est mené depuis plusieurs années au sein de la coordination nationale par l'École Nationale Vétérinaire de Toulouse.

○ LES ENIGMES EPIDEMIOLOGIQUES

Certains types de développement de la maladie nous ont posé des énigmes :

- . Deux troupeaux intégralement mélangés (même berger) tout l'été : à l'automne, l'un permet l'isolement de *M. agalactiae* et on y constate des symptômes quelque temps plus tard, alors que l'autre n'a jamais présenté de signe de maladie. Les deux troupeaux ont été abattus, et il n'a pas été possible de juger de la contamination de celui qui est resté négatif ;
- . Des troupeaux qui se sont révélés infectés, sans jamais exprimer de symptômes avant l'abattage ;
- . Deux troupeaux, après huit mois d'isolement apparemment total, qui se sont révélés infectés (sérologie et bactériologie positives), sans aucun symptôme, alors qu'ils avaient été contrôlés tous les mois, que la lactation était largement entamée, et qu'il n'y avait aucun élément nouveau apparent qui pouvait expliquer cette brusque montée du taux d'anticorps et cette excrétion de mycoplasmes.

C'était la première fois que nous suivions avec autant de précisions un épisode entièrement nouveau sur un canton totalement vierge. Nous avons donc découvert de nouveaux aspects de l'épidémiologie de cette maladie. S'ils s'avéraient fréquents, ils représenteraient une difficulté supplémentaire dans la lutte contre cette infection. Pour le vérifier, une étude des souches de mycoplasmes concernées est en cours afin de repérer d'éventuelles modifications par rapport aux souches rencontrées habituellement dans le département.

□ LES PROBLÈMES REGLEMENTAIRES

○ LA QUESTION DES TROUPEAUX « SUSPECTS »

L'agalactie contagieuse est régie dans les Pyrénées-Atlantiques par un Arrêté Préfectoral, en vertu de l'article 214 du Code Rural. Cet Arrêté régit les déclarations de foyer clinique, et

les mouvements d'animaux en fonction des résultats sanitaires.

Toutefois, étant donné la longueur possible de la période d'incubation et l'échelonnement des contrôles sanitaires, on sait qu'il peut exister toute une catégorie de troupeaux qui ne témoignent d'aucun signe de maladie mais qui sont en phase latente, et qui vont l'exprimer par la suite.

Alors, même s'il n'y a aucune preuve formelle que ces troupeaux sont contagieux pendant leur phase d'incubation, il y a sur ce point de forte présomption, et il est fort tentant de pouvoir aussi régir collectivement leurs mouvements.

Or, il peut être difficile de convaincre des éleveurs dont les troupeaux ne présentent aucun signe, même pas sérologique, qu'ils représentent un danger pour les autres, surtout quand la période où on voudrait les considérer comme dangereux se rallonge au fil du temps.

Il faut donc que les instances sanitaires soient déjà déterminées à considérer une partie des troupeaux comme potentiellement dangereux, sur des bases épidémiologiques, et qu'elles aient les moyens réglementaires de contraindre leurs déplacements si telle est la décision collective.

Pendant toute la fin de l'été 1993, nous avons réussi, après de nombreuses tractations, à créer un espace de parcours d'estives qui restait inoccupé autour de ces troupeaux, sorte de coupe-feu épizootique.

□ LES PROBLEMES DE COMMUNICATION

Une fois l'épizootie démarrée, nous avons choisi la communication directe, en organisant des réunions d'information, en participant aux réunions locales, mais surtout en allant voir tous les éleveurs, individuellement ou par groupe, chaque fois qu'ils le demandaient, et donc en étant présents quasiment en permanence sur le terrain.

Une fois l'épizootie démarrée, les éleveurs étaient très demandeurs d'information, très inquiets sur ce qui les attendait, aussi bien sur le développement de la maladie que sur les aspects collectifs ou réglementaires de la lutte.

○ LA SENSIBILISATION PREALABLE

Mais le plus gros problème était antérieur, et lié à ce qui s'est passé avant que le premier cas ne

soit déclaré officiellement : il est difficile, au milieu des différentes versions de l'histoire, de définir ce que fut l'exacte vérité, mais tout concorde à dire que l'élevage dénoncé par tous les autres comme le premier touché comprenait des animaux sur lesquels évoluaient des symptômes pouvant rappeler l'agalactie contagieuse depuis de longues semaines. Et l'éleveur n'en a rien dit.

Celui-ci prétend que ces mammites n'étaient pas les premières qu'il soignait seul, et qu'il avait d'ailleurs plusieurs hypothèses qui auraient suffi à les expliquer. Il aurait donc enregistré les premières mammites à la maison, n'en aurait parlé ni à son vétérinaire, ni à personne, et serait parti de bonne foi à une première estive où il a mélangé son troupeau avec quatre troupeaux, puis à une deuxième avec vingt-huit troupeaux...

Il dit qu'à aucun instant il n'a pensé que ce pourrait être l'agalactie contagieuse. En fait, ce n'est que lorsqu'un deuxième troupeau a été atteint, ce deuxième éleveur ayant voulu réaliser des analyses, et en ayant heureusement discuté avec son vétérinaire, que le problème sanitaire a été révélé.

Aurait-on pu aider ce premier éleveur à penser à l'agalactie contagieuse ?

Cette vallée était totalement indemne. Etant donné l'importance de cette affection dans le département, nous réunissions tous les ans les représentants sanitaires de chaque commune à une réunion de bilan sur la lutte contre l'agalactie contagieuse dans le département, en présentant des rappels sur les symptômes, ... Tous les ans, moins d'un tiers des éleveurs invités étaient présents. C'est très dur de sensibiliser en période calme. Il faut inventer des moyens de communication toujours plus attractifs, et surtout il faut parvenir à mobiliser les éleveurs.

○ LES RUMEURS

Par ailleurs, la circulation de l'information est très difficile à maîtriser. Dans ces périodes d'ébullition, les esprits échauffés sont prêts à recevoir et à entériner toute rumeur qui circule.

C'est notamment pour lutter contre cela que nous avons voulu assurer une présence très forte sur le terrain, afin d'être à la base de l'information.

○ LES MEDIAS

De plus, les médias, si on ne les encadre pas, ont tendance à faire ressortir le côté sensationnel des choses (« 1.000 brebis malades en Vallée d'Ossau », plutôt que « 4 troupeaux » : ça fait plus riche...) aux dépens de la rigueur et de la précision.

Pour maîtriser cette information, il vaut mieux organiser soi-même les communications aux médias, qui connaissent ainsi la version exacte, et ce, le plus tôt possible. De plus, il est en général bienvenu d'instaurer en permanence, en période calme, un contact avec les médias locaux, instituant des habitudes de travail, qui seront bien utiles en temps de crise.

Ceci dit, les médias s'y intéressent beaucoup les premiers jours, quand ils espèrent une forte retombée auprès du public, mais il devient rapidement possible de travailler sereinement...

□ LES PROBLEMES HUMAINS

○ LA DISTRIBUTION DES RÔLES

Plusieurs individus vont être amenés à intervenir, chacun avec ses habitudes de travail, avec sa propre expérience de la maladie et de la lutte collective, et avec sa propre logique institutionnelle. Dans cette situation de crise, il a fallu réagir vite. Tout le monde était mobilisé en même temps. Il était alors très difficile de savoir quel était exactement le rôle de chacun et où s'arrêtaient les attributions du voisin.

Prenons le cas d'une réunion organisée de concert en urgence : qui va l'animer, qui définit l'ordre du jour ? Qui brise la glace... ? L'absence de réponse automatique à ces différentes questions peut parfois entraîner une certaine désorganisation et une certaine inertie. D'autant plus que le D.S.V. qui a un rôle hiérarchique et autoritaire évident, est présent, mais il n'a pas été désigné animateur plus que les autres, car la réunion a lieu à la demande spontanée d'un groupe d'éleveurs, dans les locaux d'un cabinet vétérinaire.

D'une part, il est bienvenu que le plus de points possibles soient définis à l'avance, mais, d'autre part, étant donné qu'il serait trop long d'essayer de tout prévoir, beaucoup de concertation et d'organisation sont nécessaires. Il faut en prendre le temps.

C'est la crédibilité de l'action collective qui est en jeu.

○ LE POUVOIR POLITIQUE

Les relations avec les responsables politiques locaux représentent aussi un point délicat. Ils se sentent responsables du sort de leurs administrés. Dans le cas des maires, ils sont responsables de la police sanitaire sur les estives, parfois gestionnaires de ces estives, et dans le cas des conseillers généraux, ils participent largement au financement collectif. Ils ont par là même aussi leur propre logique institutionnelle, avec laquelle il faut composer. Surtout en période pré-électorale du conseil général.

Il est impossible de mettre à l'écart tous les responsables politiques. Toutefois, il faut prendre le temps de les informer de la situation et de la stratégie de lutte qui est entreprise, afin de les associer à la démarche.

○ LA MAUVAISE VOLONTE DE QUELQUES -UNS

Certains éleveurs ont de grandes difficultés à se plier aux décisions collectives, d'autant plus s'il leur est demandé de prendre ces décisions pour une part, de leur propre chef. Le cas le plus épineux a été celui des élevages que nous jugions suspects sur des simples critères de promiscuité avec des troupeaux malades, alors qu'ils ne manifestaient aucun signe de la maladie. Quand il a fallu organiser la suite des circuits de transhumance pour que ces troupeaux ne côtoient pas de nouveaux élevages, certains n'ont pas compris ces contraintes.

Dans tout programme collectif de lutte sanitaire, on sait que l'on part avec un noyau d'éleveurs volontaires, que l'on essaie ensuite de convaincre le plus grand nombre, et qu'il y a toujours des irréductibles. Dans ces cas là, on essaie de responsabiliser ces derniers le plus possible, en utilisant la pression des autres éleveurs. Et quand c'est possible, quand on n'a plus le choix et que c'est tout le programme qui est en danger, le plus efficace reste l'outil réglementaire, sous l'autorité de la D.S.V.

○ LA SUSPICION

Dès le début de l'épizootie, tous les regards se sont portés vers un des éleveurs. Il aurait constaté des symptômes depuis déjà plusieurs semaines, sans vouloir le reconnaître. Il était opposé à réaliser des prélèvements, et il ne voyait

pas, *a priori*, pourquoi il aurait fallu qu'il redescende s'isoler sur son exploitation.

Les analyses ont bien décelé la maladie, avec des réactions les plus importantes parmi les élevages étudiés (taux de sérologie, nombre de brebis à bactériologie positive). Cela n'est aucunement une preuve que son troupeau ait introduit l'agalactie contagieuse dans la vallée. Ceci dit, sachant qu'il y avait déjà des vindictes antérieures, le climat social est vite devenu très tendu dans sa commune et sur l'estive. Il a en réponse pris une attitude de plus en plus provocatrice, et les autres éleveurs ont décidé de porter plainte.

Une enquête de gendarmerie a eu lieu, et actuellement le dossier est chez le Procureur de la République, le verdict étant attendu pour le mois de septembre 94. Les chefs d'accusation sont :

- . Avoir introduit la maladie en ayant acheté des animaux sans précautions, et n'en parler à personne ;
- . Avoir tenu les symptômes secrets pendant plusieurs semaines ;
- . Avoir tenté de soigner les mammites de ses brebis par des antibiotiques achetés en pharmacie, sans ordonnance.

L'A.D.M.A. n'a pas participé à la plainte. Il serait utile que la procédure puisse répondre aux questions de l'origine de l'introduction de l'épizootie. Il y a plusieurs types de décisions à prendre, qui dépendent maintenant de sa conclusion.

Entre temps, la saison de transhumance a repris, et le syndicat responsable des estives, qui ne pouvait surseoir à cette décision, a décidé d'interdire à cet éleveur l'accès aux pâturages collectifs dépendant de sa gestion, devant le risque de troubles graves de l'ordre public.

Il est fort dommage d'en arriver là, mais il ne faut pas ignorer que les incidents sanitaires déclenchent des passions, d'autant qu'il y a toujours quelques histoires antérieures, et que le sanitaire devient alors vite un prétexte. Il faudrait beaucoup de sang froid, et surtout une bonne connaissance des querelles locales, pour parvenir à faire la part des choses. En tout cas, une fois que la Justice était mobilisée, nous avons considéré que nous ne pouvions nous substituer à elle, et nous attendons maintenant ses conclusions. Nous n'avons nous-mêmes jamais été entendus ni par les gendarmes ni par le juge.

□ LES PROBLEMES FINANCIERS

Une épizootie coûte cher : il faut payer tous les contrôles sanitaires, les abattages, et les pertes dues aux signes cliniques. Sans compter, bien sûr, les déplacements et le temps passé. La période enzootique de déclaration des cas d'agalactie contagieuse s'étend chez nous en général de décembre à avril. En juillet, le budget est clos, et l'argent dépensé. Quand une épizootie démarre en juillet, les caisses sont à peu près vides. La question ne se pose pas pour tous les contrôles nécessaires. Mais l'abattage reste une solution facultative. Fallait-il pousser les éleveurs à abattre ? Comment allait-on les payer ?

Ces questions nous ont fait hésiter les premières semaines, et puis nous avons décidé, devant la détermination exceptionnelle des éleveurs décidés à éliminer toute trace de brebis atteintes tout de suite, de les couvrir. A nous de trouver les financements correspondants.

C'est comme cela que nous nous sommes retrouvés avec un déficit de plus d'un million de francs.

Aujourd'hui, différentes solutions ont pu être trouvées, dont une augmentation générale des cotisations des éleveurs .

VI - LE BILAN

Dix mois plus tard :

Il y a eu 27 foyers. Un éleveur a choisi l'isolement. Chez les 26 autres, 4.500 brebis ont été abattues. Tous ces élevages renouvellent. 2.100 sérologies et 500 bactériologies ont été effectuées.

Les troupeaux atteints ont tous, à une seule exception près qui reste une énigme, été en contact avec les troupeaux malades avant que le premier cas ne soit officiellement déclaré, et que nous n'ayons mis en place le dispositif de lutte. L'épizootie, une fois qu'elle a été connue, semble donc avoir été globalement jugulée, et les troupeaux peuvent repartir ensemble en estive cet été, sans que les craintes ne soient trop fortes.

Les éleveurs ont pris, dans leur quasi-unanimité, le parti courageux de trancher dans le vif, et d'abattre les troupeaux atteints dans les meilleurs délais. Ils auraient pu, comme dans d'autres secteurs du département, décider d'attendre l'autoguérison en restant isolés sur l'exploitation, mais combien de fuites aurions-nous dû craindre cet hiver !

Il est trop tôt pour tirer un bilan définitif de cette épizootie, et quelques troupeaux sont encore sous surveillance. Le bilan provisoire nous permet de dire que nous sommes plutôt satisfaits du déroulement de la lutte contre cette épizootie, et la probabilité semble forte pour que cet épisode ne soit bientôt qu'un douloureux souvenir.

Toutefois, malgré plus de dix ans d'expérience sur cette pathologie sous forme enzootique, nous avons encore découvert plusieurs aspects de l'agalactie contagieuse, et si nous conservons l'objectif de son éradication dans le département, nous ne sommes pas à même d'en prévoir l'échéance exacte.

A - LES CONSEQUENCES NEGATIVES DE CET EPISODE

- Un coup de frein dans le développement génétique, avec l'abattage de certains

troupeaux qui représentaient de nombreuses années de sélection.

- L'introduction de quelques troupeaux de race Lacaune, les possibilités de renouvellement en races locales étant momentanément insuffisantes, et donc une complexification de la filière départementale, avec des animaux très différents, tant sur la conduite d'élevage, que sur les caractéristiques de production.
- La probable diffusion d'autres pathologies (tremblante, chlamydiaise, ...), suite au brassage inévitable d'animaux pour faire face au renouvellement des troupeaux abattus.
- La détérioration du climat social dans la vallée, qui entraîne l'exclusion d'un éleveur, placé en procédure judiciaire.
- Le déficit financier, qui nous a obligé à effectuer des démarches supplémentaires auprès des financiers, leur créant dans un premier temps quelques inquiétudes, et qui pèse aussi sur le budget de tous les éleveurs du département.
- Le risque de moindre entretien de la montagne, si moins de brebis devaient être amenées à transhumer par la suite, certains éleveurs pouvant essayer de s'organiser pour se passer d'une transhumance qui s'est révélée à risque, et les races locales étant les seules à supporter ce climat et cette altitude.
- L'interrogation que cela a pu poser, à nous et à d'autres aussi, sur la solidité de notre système de lutte, la Vallée d'Ossau étant jusque là le prototype de la vallée toujours saine.

Mais il y a aussi des conséquences positives.

B - LES CONSEQUENCES POSITIVES

- L'augmentation de nos connaissances sur l'agalactie contagieuse : nous avons découvert de nouveaux types d'expression clinique, une durée plus longue de la période d'incubation,

de nouveaux liens entre bactériologie et clinique. Et nous en avons profité pour réaliser la synthèse des 250 cas d'agalactie contagieuse que nous avons suivi depuis 10 ans, et de leur évolution au fil des ans.

- L'augmentation des connaissances des éleveurs et de tous les intervenants en élevage sur l'agalactie contagieuse : tous les jours de nouvelles questions étaient posées, et quand des réunions étaient organisées pour y répondre, les salles étaient pleines.
- L'augmentation des connaissances des éleveurs sur les instances sanitaires : ils ont nettement mieux compris quels étaient les rôles de l'A.D.M.A., de la D.S.V., ...

- D'où une meilleure collaboration, notamment sur le réseau d'informations sur la transhumance.
- Il faut noter les initiatives de solidarité entre éleveurs qui ont vu le jour spontanément, pour créer des banques d'agnelles, ...
- Et le bilan apparaissant plutôt positif, il semble qu'il soit reconnu comme tel, par les éleveurs de cette vallée comme par nos partenaires dans ce programme de lutte. Globalement, le crédit confiance de l'A.D.M.A. a augmenté.

VII - CONCLUSION LES ENSEIGNEMENTS A TIRER

A - LA CRISE EST UN ETAT DE CHOC

Toutes les passions sont exacerbées, il faut donc fortement prendre en compte les facteurs humains, et essayer de les précéder plutôt que de les suivre.

Ceci dit, ce point n'a pas que des aspects négatifs, et les gens étant spécialement réceptifs, une crise peut être utile pour faire comprendre beaucoup de choses. Il faut donc en profiter pour sensibiliser le plus possible.

B - LE PRINCIPAL DANGER N'EST PAS LA FACE APPARENTE DE LA MALADIE, MAIS IL FAUT CHERCHER LA FACE CACHÉE

Il est en général assez aisé de savoir quel sort réserver à un troupeau malade, et même à un troupeau séro-positif. Par contre, il existe une catégorie de troupeaux qui rassemblent des critères d'inquiétude, parce qu'ils ont été en contact avec des troupeaux malades... et pour

lesquels les réactions biologiques peuvent être très lentes (plusieurs mois).

Ces troupeaux posent un problème de très grande envergure, d'une part, parce qu'il sont très difficiles à repérer, et qu'il est quand même impossible de contraindre toute une zone, et d'autre part, parce que même alors, quand on a établi une liste reconnue par tous, il est très difficile de leur faire accepter des contraintes. Or, ce sont de véritables bombes. Mais seul l'avancement de la recherche permettra d'obtenir des outils capables de leur définir un statut plus clair. En attendant, c'est la détermination des instances sanitaires qui compte.

C - LA PREPARATION EST LE SEUL MOYEN DE MINIMISER LA CRISE

- Un point est essentiel et ne demande pas de gros moyens, mais simplement de la volonté, c'est la distribution des rôles. C'est aussi un bon moyen de préparer la concertation. C'est pourtant un point souvent négligé.
- Il est sûr que la connaissance du terrain facilite grandement les choses : connaissance fine des lieux pour pouvoir juger des contacts possibles entre troupeaux, et connaissance

personnelle des gens pour instaurer un climat de confiance et obtenir les informations plus rapidement.

Enfin, les outils de laboratoire restent un relais indispensable, et il faut bien en connaître l'interprétation et les limites.

D - IL FAUT, LE PLUS SOUVENT POSSIBLE, DEVANCER LES CIRCUITS D'INFORMATION

Pour éviter les rumeurs, pour contrôler les médias, pour inspirer confiance, pour faire passer les messages utiles.

E - IL FAUT PRENDRE LE TEMPS DE GARDER DES TRACES ECRITES

Notamment à cause du climat passionnel qui se crée, il faut pouvoir temporer, il faut pouvoir établir la vérité de la conduite de telle réunion ou même des engagements de certains éleveurs. Les écrits ont un poids énorme qui a moins à craindre de la dernière rumeur qui passe que la parole. Ils font souvent référence.

Et c'est bien utile après, pour réaliser un bilan objectif de ce qui s'est passé.